

Section III: Institutions et Conservation dans la Région du Fleuve Sangha: Discussion et Commentaires

COMMENTATEURS

Paul Elkan
Université de Minnesota

Uwe Klug
Gesellschaft für technische Zusammenarbeit

Andrew Noss
Société pour la Conservation de la Faune (WCS)

Manuel Thuret
Avenir des Peuples de la Forêt Tropicale (AIFT)

William Ascher
Université de Duke (Modérateur)

William Ascher, Université de Duke: Amy Vedder a fait un excellent travail en indiquant que chaque organisme a ses objectifs. GTZ, bien entendu, à une mission plus large pour le développement en général il est donc tenu à un certain nombre d'objectifs qu'il doit mettre en pratique. Les ONG de protection la faune ont évidemment un programme beaucoup plus limité; il ne s'agit pas d'un programme pire ou meilleur mais simplement d'un programme limité. Je pense que le dernier élément soulevé par Amy à propos de l'échange d'informations devrait être souligné. Parce que s'il y a conflits, nous devons pouvoir séparer le bon grain du mauvais: quels sont les vrais conflits, quelles sont les vraies différences au sujet des objectifs dans la co-gestion d'une aire protégée par rapport à certaines peurs vis-à-vis de certains comportements que l'on n'arrive pas à expliquer? Pour que ce genre de efforts réussisse, les gens doivent présenter clairement les objectifs de l'organisme. Nous savons que ces objectifs sont sélectionnés par mandat, par adhésion, par stratégie, par des considérations financières. Il existe plusieurs sources et elles sont toutes légitimes.

Andrew Noss, Société pour la Conservation de la Faune (WCS): La région du fleuve Sangha, à cause de son contexte socio-économique, doit être un des endroits les plus difficiles au monde où peut s'effectuer la conservation de la nature, particulièrement la conservation avec le développement communautaire. Dans ce contexte, face aux soulèvements militaires, aux émeutes locales, à l'opposition des

compagnies d'exploitation forestière, et au financement irrégulier, il, les réalisations des organismes de conservation et les projets sont en effet remarquables. La raison de leur succès se doit en partie à la participation à long terme des individus et organismes dans la région. Les points ci-après sont des défis que la conservation continue de rencontrer et que les organismes doivent aborder pour atteindre leurs objectifs.

Immigration: N'importe quel emploi, ou simplement la rumeur de possibilité d'un emploi attire des immigrants dans la région. Ceci est aussi vrai des projets de conservation, qui emploient des gardes et régissent les activités du développement local. Qu'est-ce que les projets de conservation peuvent-ils faire pour limiter l'immigration? De telles interdictions ont des implications morales et sont difficiles à imposer. Un effet secondaire de l'immigration, que les organismes de conservation devraient éviter est la perception (vraie ou fausse) que les étrangers sont engagés comme garde de parc par exemple.

Financement: Le financement à long terme est essentiel pour des efforts de conservation durables, étant donné que le financement par les donateurs ne durera pas toujours. Le développement des fonds en fidéicomis (ou «trust fund») est un outil prometteur. Est-ce qu'un pourcentage des fonds actuels des donateurs peut-il être consacré aux fonds en fidéicomis, comme une condition de réalisation d'un projet par exemple? Est-ce qu'on peut incorporer dans ce type de fonds les taxes prélevées des activités d'exploitation forestière ou d'extraction minière? Est-ce que les revenus du tourisme peuvent être aussi incorporés, comme avec le CDB à Bayanga? Est-ce que les activités et les dépenses de développement régional peuvent être consolidées par de tels fonds de conservation et de développement?

Histoire économique: L'expérience historique dans la région est un des cycles d'utilisation de ressources. Dans ce contexte, la population locale voit des projets de conservation comme une autre perche provisoire à exploiter et qui passera. Comment les programmes de conservation peuvent-ils aborder ces tendances et croyances?

Diversification économique: L'engagement dans des activités économiques changent non seulement par groupe ethnique dans la région mais aussi au sein des groupes ethniques parmi les communautés: en 1994 les BaAka de Gbabongo et de Lindjombo étaient principalement chasseurs/exploitants agricoles, ceux de Mossapoula et de Yandoumbé dépendaient de l'exploitation forestière et du projet de conservation, ceux de Kundapapaye étaient principalement des agriculteurs, et ceux de Belamboké faisaient de l'élevage et ont été impliqués dans l'exploitation du diamant. Les individus changent

également d'activités avec le temps. Etant donné cette diversité socio-économique, à quel niveau les activités de développement peuvent-elles être développées? Les activités doivent au moins se distinguer au niveau de la communauté du village, comme le fait le Comité de Développement de Bayanga.

Communication: Comment les projets de conservation communiquent avec des individus impliqués dans des activités illégales? Il est possible de rassembler des informations des mineurs de diamants, des chasseurs à l'intérieur de parcs en visitant leurs camps. Mais il y a des questions éthiques liées à un rassemblement de telles informations. Est-ce qu'une telle communication implique que des compromis seront faits, les frontières et la position du parc vis-à-vis des activités illégales seront-elles flexibles? Est-il justifié que, sur la base de la peur du mineur et du chasseur, le personnel du parc rassemble uniquement de telles informations et en retour expulse ceux-ci du parc?

Suivie Ecologique: Comment est-ce que la population locale peut-elle participer à la surveillance écologique? Par exemple, si les chasseurs BaAka sont associés aux efforts de surveillance des populations de la faune ainsi que les activités d'autres chasseurs, peut-être que leur participation augmentera leur sens de possession/de jouissance/de droits d'usage sur ces mêmes ressources, et développera des intérêts à long terme pour ces ressources.

Paul Elkan, Université du Minnesota: En ce qui concerne la question de la tendance d'utilisation multiple contre les stratégies traditionnelles de gestion de parc: Amy Vedder a indiqué que la conservation de la faune était une priorité importante. Je voudrais dire un mot sur la conservation à objectif commun. Les exposés présentés ce matin suggèrent que nous devons évaluer notre perception de la conservation et la définition de nos objectifs — la conservation est-elle notre objectif commun? S'agit-il d'un manque de communication ou alors d'une différence de ce qui est le niveau acceptable de la dégradation écologique?

A propos des détails et de la prise de décision sur le terrain: Nous sommes confrontés à des décisions difficiles basées sur des valeurs. Il y a une question d'éthique dans notre science sociale et dans notre travail anthropologique. Lorsqu'on s'associe avec un peuple précis et qu'on est au courant des informations concernant le projet de conservation comment est-on moralement attaché à la communauté locale? Lorsqu'on a des informations, par exemple, sur le braconnage d'éléphants comment se comporter comme homme de sciences envers les membres de la communauté? Sur base de décisions prises comme stratégie nous avons besoin de résoudre des divergences entre les spécialistes en sciences sociales et ceux des sciences naturel-

Comment est-ce que la population locale peut-elle participer à la surveillance écologique? Par exemple, si les chasseurs BaAka sont associés aux efforts de surveillance des populations de la faune ainsi que les activités d'autres chasseurs, peut-être que leur participation augmentera leur sens de possession/de jouissance/de droits d'usage sur ces mêmes ressources, et développera des intérêts à long terme pour ces ressources.

les sur cette question précise. Il est évident qu'il existe des questions brûlantes sur la direction dans laquelle s'engage la conservation de manière générale.

Uwe Klug, GTZ: J'ai travaillé pendant cinq ans à l'Est du Zaïre. C'est une situation très différente de la région de Sangha à cause de la grande pression des populations sur le parc. Hier, nous avons eu une merveilleuse description des dépositaires actifs dans la région. Aujourd'hui, nous avons partagé des perspectives sur ce qui se passe dans les projets et quelles sont les questions importantes de la biodiversité. La question concerne maintenant tous les dépositaires. Quelles sont les stratégies proposées par différents projets visant à intégrer les dépositaires dans la mise en place d'une politique générale et la prise de décision? Dzanga-Sangha des fonds en fidéicomis, ceci est une première étape pour aller au-delà de la stratégie menée par les donateurs dans la région. Qu'en pensent les autres organismes représentés ici?

Manuel Thuret, APFT: J'ai travaillé pour APFT à Ouessou en 1997-GTZ, NNNP, ECOFAC opérant dans la région. J'ai trois points que je voudrais partager avec vous: (1) Les effets sociaux de la conservation dans les zones périphériques; (2) La difficulté d'obtenir l'information exacte. Les ethnographes s'intéressent beaucoup à la conservation car la population est directement liée à l'environnement. Nous avons procédé à une étude quantitative sur les produits apportés à Ouessou et ceux qui sont expédiés hors de Ouessou. Nous avons également interviewé 15 braconniers d'éléphants dans la région. Nous avons étudié certains aspects répressifs du commerce de viande tel qu'il est perçu par la population locale. Nous avons bénéficié pour ce travail de l'assistance locale afin que les sujets fournissent des détails et quantités exacts. Le ministère des Eaux et Forêts a annoncé qu'il serait possible de mettre fin à l'exportation de la viande d'Ouessou — ceci a été considéré comme un grand exploit. On pourrait illustrer les conséquences par des anecdotes tels que le cas des étudiants qui financent leurs études avec de l'argent gagné par le trafic de la viande de chasse; (3) La gestion de l'exploitation du village est-elle soutenable ou non? A mon avis, ce qui n'est pas durable c'est l'exploitation des concessions forestières et des mines. Quelquefois, je suis surpris par l'attitude de certains projets de conservation qui permettent de telles activités dans les zones-tampons mais ne permettent pas la pratique des activités traditionnelles telles que la chasse et le rassemblement des populations locales. Nous devrions occasionnellement repenser la question, à qui est destiné la conservation de l'écosystème? Je crois qu'il s'agit là d'une question importante.

DISCUSSION ET COMMENTAIRES

Richard Ruggiero, Service de la Pêche et de la Faune des États-Unis:

Accorder un certain pouvoir aux populations locales constitue une étape importante vers une utilité durable. Il s'agit d'un bon premier pas mais il est insuffisant car très souvent il existe différents groupes d'exploiteurs qui utilisent les ressources. A moins d'avoir une éthique de conservation dans le groupe, il est presque certain que cela aboutira à une exploitation non-durable. Par exemple, les employés qui sont très bien payés commencent par construire des maisons à Ouessou ou à Brazzaville. Il n'est pas suffisant de limiter l'utilisation aux seules populations locales. Nous produisons un produit, ce produit est la conservation et au risque de ne plus avoir des ressources, nous devons faire notre travail.

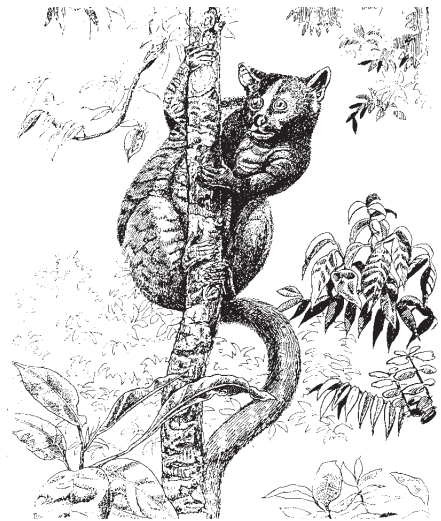
Steve Gartlan, WWF: Nous devons distinguer les termes soutenable et raisonnable. Soutenable signifie pour une longue période. Raisonnable est très différent — dans l'exploitation commerciale des arbres, l'exploitation raisonnable c'est le déboisement complet. La rationalité n'est pas identique à la maintenance durable.

Laurent Somé, BSP/CARPE: Quel est le rôle du Ministère des Eaux et Forêts dans le travail de conservation que réalisent les organismes internationaux? J'ai l'impression qu'au Congo le travail fait dans la zone de Ndoki est sous la responsabilité de WCS et du gouvernement du Congo, je préférerais que ce soit le gouvernement du Congo et WCS. La responsabilité de gestion devrait être sous l'administration du département de sylviculture, telle est ma vision. Ce n'est pas évident pour le moment, quelle est la nature de la coopération entre WCS et le gouvernement du Congo?

Richard Ruggiero, Service de la Pêche et de la Faune des États-Unis:

C'est une bonne question. Dans les circonstances normales nous avons du personnel du ministère qui est profondément impliqué dans le projet. En fait, il y a présentement une personne du ministère qui s'occupe des activités journalières du projet. Une partie de ce qui est nécessaire pour aider le gouvernement à préserver les ressources dépend du niveau institutionnel. Ceci a été un objectif pour le projet — d'aider à construire l'institution. Sincèrement, je ne peux pas dire qu'il y a eu beaucoup de progrès, mais nous convenons certainement qu'il est essentiel et que la conférence pourra faciliter le processus.

Allard Blom, WWF: Dzanga-Sangha est pris hors de la zone d'exploitation forestière. Deux compagnies travaillent dans cette zone, une a eu des difficultés et s'est vu expulsée de la RCA. En RCA, il y a



Galago sp.
(Illustration: Bernadin Nabana)

un marché où l'on peut acheter les produits d'exploitation forestière. Une des deux compagnies a contacté le projet Dzanga-Sangha. Une conservation économiquement menée constitue la meilleure solution. La plupart des zones protégées ont été créées là où il existait déjà des compagnies d'exploitation forestière.

Steve Gartlan, WWF: Des personnes locales sont engagées pour contrôler, mais c'est difficile car une fois que vous commencez avec les autochtones, et si vous faites des promesses, il est impossible d'y renoncer. C'est une importante considération lorsqu'on développe des stratégies d'évaluation du projet.

Richard Ruggiero, Service de la Pêche et de la Faune des États-Unis: Nous ne gérons pas la faune, elle est dans la forêt, ce sont les personnes que nous devons gérer. En tant que spécialistes en sciences naturelles, nous devons nous intéresser plus aux préoccupations sociales en vue de pouvoir mieux les affronter. D'une part, il y a le développement et de l'autre il y a la conservation. Avec la croissance de la population humaine, nous aurons à faire face au mot «D» développement. Les gens passent très facilement de l'un à l'autre, il est important que l'effort de développement soit dans des zones qui n'exacerbent pas des conflits entre la faune et les gens.

Steve Gartlan, WWF: Dans le monde occidental, il existe une demande de ressources africaines, en parlant de manière indépendante de WWF, un développement durable est pire qu'un paradoxe — c'est une contradiction. Développement implique la croissance et le changement; on peut avoir des systèmes durables mais pas des systèmes de croissance. Tel que dit (développement durable) ne peut pas être atteint. On parle de la stabilisation des niveaux d'agriculture qui soit acceptable mais ce n'est en fait pas acceptable pour la population locale. Je crois que le problème principal est que nous prêchons le développement durable pendant que le monde occidental continue la consommation effrénée des ressources venant du monde en développement. Jusqu'à ce que l'Ouest change ses manières, nous ne pouvons pas nous attendre à ce que l'Afrique fasse plus que de payer du bout des lèvres l'activité durable.

Membre de l'assistance: Est-il possible de maintenir la diversité d'espèces et permettre à la population humaine de poursuivre ses activités? Il semble qu'il y a un conflit entre les

... le problème principal est que nous prêchons le développement durable pendant que le monde occidental continue la consommation effrénée des ressources venant du monde en développement. Jusqu'à ce que l'Ouest change ses manières, nous ne pouvons attendre des pays Africains autres choses que des beaux discours sur ces questions de développement durable.

utilisations et les plans actuels de développement. Avec la quantité actuelle d'exploitation forestière, de construction de routes et de développement agro-industriel, il semble qu'il y aura soit biodiversité ou utilisation traditionnelle.

Steve Gartlan, WWF: La taille des concessions d'exploitation forestière et leurs nombres augmentent. Nous cherchons les possibilités de consolider les opérations d'exploitation forestière. Notre objectif est d'atteindre un montant de 20-35 millions de dollars pour qu'un fond de fidéicommis couvre des coûts pour la gestion des zones protégées. Les fonds pour la gestion des zones protégées ne viendront pas de l'intérieur du Cameroun, ainsi nous devons trouver des solutions à l'extérieur.

PAUL ELKAN est candidat au diplôme de doctorat à la Université du Minnesota, où il poursuit actuellement ses études de Ph.D en biologie de conservation. Son champ de recherche est l'écologie de bongo au Nord-est du Congo, où est basé le projet Nouabalé-Ndoki.

Bibliographie sommaire:

1995. Elephant encounter: a field scientist's subject gets up close — and much too personal. *Wildlife Conservation* 98 (1): 34.

1996. *Preliminary surveys of bongo antelope and assessment of safari hunting in southeastern Cameroon*. Rapport non publié à la WCS, Bronx, NY: WCS.

1997. *A pilot study investigation of the bongo antelope populations and forest clearings of the Mombongo region, northern Congo*. Rapport préparé pour WCS et la Banque Mondiale, Bronx, New York.

En préparation. Investigation of Bongo antelope social organization, demography, food habits, habitat use and conservation in the lowland forest of northern Congo. Manuscrit de thèse de Doctorat, University of Minnesota.

Paul Elkan, c/o Susan King Elkan, 7 Susquehanna Ave., Cooperstown, NY 13326 Tel: 607.547.9734. E-mail: c/o Stephen Wilson: 102477.3350@compuserve.com

UWE KLUG est consultant en gestion des ressources naturelles, spécialiste de la gestion des parcs et des zones-tampons, de la planification participative et de la méthodologie d'évaluation de projets. Il travaille actuellement pour le compte de LUSO CONSULT sur le projet Dzanga-Sangha en RCA. Il a obtenu son premier diplôme en géographie, sciences politiques, et histoire aux Universités de Marburg et Freidberg en 1990. Depuis, il a travaillé comme consultant pour le projet de GTZ «Conservation de la Nature Intégrée, Est.-Zaire», où il a été responsable de la réalisation des études socio-économiques sur le mode d'utilisation des ressources dans la zone-tampon du parc national de Kahuzi-Biega. Il a également travaillé avec les questions liées à la gestion du conflit au niveau local et régional, et spécialement en proposant des mesures de compensation et des approches de réhabilitation pour les pertes éventuelles d'accès aux ressources naturelles.

Uwe Klug, LUSO CONSULT, Stahlwiete 1022761, Hamburg, Germany. Tel: 0049-40.85.02078; Fax: 0049-40-85.02.326 E-mail: 100615.3545@compuserve.com

ANDREW NOSS a grandi au Cameroun, il est rentré aux États-Unis pour étudier à Carleton College (B.A. en Relations Internationales, 1986). Après avoir obtenu un diplôme de maîtrise à l'Université Johns Hopkins, il a travaillé au département de la Population et Ressources humaines de la Banque mondiale. Ensuite, il a obtenu un Ph.D de l'Université de Floride, il passe une année et demie à Bayana. Il coordonne un programme de gestion de la faune basée sur la communauté pour le compte de WCS en Bolivie.

Bibliographie sommaire:

1996. Challenges to integrated conservation and development or community-based conservation in Central Africa. *Oryx*, 31(3): 180-188.
1997. The economic importance of communal net hunting among the BaAka of the Central African Republic. *Human Ecology*, 25(1): 71-89.
- Sous presse. Censusing rainforest game species with communal net hunts. *African Journal of Ecology*.
- Sous presse. The impacts of cable snare hunting on wildlife populations in the forests of the Central African Republic. *Conservation Biology*.
- Sous presse. Cable snares and nets in the Central African Republic. Dans *Hunting for Sustainability in Tropical Forests*, J.G. Robinson et E. Bennett, eds. New York: Columbia University Press.

Andrew Noss, Wildlife Conservation Society, Casilla 2417, Santa Cruz, Bolivia. Tel: 591-3-52-3160; Fax: 591-3-54-62-54
E-mail: andrew.noss@sebbs-bo.com

MANUEL THURET a mené ses recherches sous la direction de Serge Bahuchet, à Ouesso et les régions environnantes, au Nord du Congo, en collaboration avec le Programme de la Communauté Economique Européenne, Avenir de Peuple des Forêt Tropicale (APFT) et avec le projet de Préservation GTZ conservation dans la région.

Bibliographie sommaire:

1995. Enquête d'identité: une étude de cas chez les Mbenzele du nord Congo. Thèse de Matrise. University of Paris X - Nanterre Ethnology and Comparative Sociology Department.

Manuel Thuret, APFT, 33 Bis, Rue Doudfauville, Paris 75018. Tel: 33-1-42-52-01-67; Fax 33-1-49-72-91-52;
E-mail: manuel.thuret@wanadoo.fr

WILLIAM ASCHER est Professeur de «Public Policy Studies» et de Sciences Politiques à l'Université de Duke, où il a aussi dirigé le Centre de Recherche pour le Développement International. Le Professeur Asher a beaucoup publié sur les pays en développement et les ressources naturelles. Il a écrit sur l'usage de la science et les études prospectives dans le processus de politiques générales, et il est rédacteur en chef de la revue *Policy Sciences*. Il travaille actuellement sur un ouvrage qui aborde les échecs de réglementation de l'économie politique des ressources naturelles dans les pays en développement qui servira de cadre pour comprendre pourquoi les gouvernements choisissent des politiques sub-optimales pour les forêts, l'eau, la terre, le pétrole et les ressources minérales.

Bibliographie sommaire:

1990. avec Robert Healy. *Natural resource policymaking in developing countries*. Duke University Press.
1992. Business, ethics and the environment — the public-policy debate. *Journal of Policy Analysis and Management* 1(4): 734-737.
1995. *Communities and sustainable forestry in developing countries*, ICS Press.
1995. avec R. Healy. Knowledge in the policy process: incorporating new environmental information in natural resources policy making. *Policy Sciences* 28 (1): 1-19.
1996. avec T. A. Steelman. Public involvement methods in natural resource policy making: advantages, disadvantages and trade-offs. *Policy Sciences* 30 (2): 71-90.

William Ascher, Duke University, P.O. Box 90239, Durham, NC 27708-0239. Tel: 919. 613. 7315; Fax: 919. 684. 2861
E-mail: ascher@pps.duke.edu.